

BULLETIN
D' INFORMATION ET DE DISCUSSION DE
LA LIGUE COMMUNISTE

N° 7

Publié par le C.C.

12 juin 34

Sommaire: ~~Cont~~: Restons avec les masses. ~~Paris~~: Sur le Plan.
E. K. Discussion sur les mots d'ordre et les tâches agraires.
Log... Caminade: Discussion à propos de St. Denis: Sur le chemin de Trots-
ky? - LA VIE DE LA LIGUE. Voeu de la Région Parisienne. - Résolution d'or-
ganisation adoptée par le C.C. du 13 mai. - Sur l'activité syndicale: Mo-
tion du groupe du 20°. - Lettre du camarade ~~...~~. - Résolution du B.P. sur
l'administration de la Vérité. - Lettre des camarades Limbour et Denise au
sujet de l'administration de la Vérité.

=====

Tous les camarades et tous les groupes recevront bientôt des directives concernant notre campagne sur la base du programme d'action adopté par le C.C.

Une tournée de meetings sera organisée dans la région parisienne, le Nord, l'Est, le Midi, le Centre.

C'est dans cinquante villes qu'en l'espace d'un mois la parole des communistes-internationalistes doit retentir.

Un numéro de propagande de la Vérité, contenant le programme d'action sera tiré à 30.000 exemplaires, de façon à être largement (et gratuitement) diffusé.

Pour réaliser tout cela il nous faut de l'argent.

Nous faisons appel à tous.

Collectez immédiatement pour notre campagne nationale.

POUR COMMENCER IL NOUS FAUT 5000 FRANCS

Atteignez-les rapidement.

Tous à l'oeuvre.

Nouveaux groupes: Un groupe de la Ligue vient d'être constitué à SURESNES. Nos camarades ont commencé un bon travail de rassemblement, en particulier de jeunes.

A LYON un solide groupe de camarades ouvriers vient d'être constitué. Il fera rapidement des progrès. Après Lyon nous devons constituer nos groupes à Bordeaux, Nantes, Orléans, Le Havre.

Salut aux nouveaux camarades qui rejoignent dans la lutte les rangs des communistes internationalistes.

RESOLUTION D'ORGANISATION adoptée par le C.C. du 13 mai.

Le C.C. constate qu'il faut absolument apporter un changement dans les méthodes de travail. Il décide de procéder sans délai aux changements suivants:

a) d'abord un renouvellement des cadres, avec des éléments jeunes et actifs, est absolument nécessaire. Le C.Régional parisien qui fait absolument faillite, qui démontre un esprit d'irresponsabilité complet dans ses tâches, doit être renouvelé presque en entier. Au moins une moitié de jeunes doit y être. Par le travail commun au C.R. des jeunes et adultes, on marchera vers une collaboration indispensable sur tous les terrains des jeunes et de la Ligue. Le délégué au CR du B.P. devra être remplacé. Les cam. Gér. et Lhuil. y seront délégués en permanence.

b) L'administration du journal, des moyens de propagande, etc... ne fonctionne absolument plus; on y fait la politique du chien crevé. Le C.E. constate que la faute principale en revient aux membres de la Com., qui ne se réunissent pas, laissent les choses aller, etc... De grandes sommes d'argent sont ainsi perdues et gaspillées. Le CC exige un fonctionnement régulier de cette commission, des compte-rendus financiers chaque mois (dans la première semaine pour le mois échu). Le CC exige du B.P. un contrôle sévère à chaque semaine du travail de la C. D'administration. Ici aussi des cam. jeunes doivent remplacer les adultes défaillants.

c) La CC constate qu'aucune mesure pour l'organisation clandestine de l'organisation n'a été prise depuis le C.N. Au contraire, il constate que des exemples criminels de laisser-aller et d'irresponsabilité continuent à être donnés (en particulier par la direction des jeunes, dans les relations avec la province). Le CC attire sévèrement l'attention du B.P. sur ces faits et exige de sa part la réalisation rapide des mesures décidées. Toute autre attitude prépare la défaite de l'organisation dans les prochaines crises.

d) Le CC constate que la vie politique de l'organisation marque une certaine stagnation. La cause en est dans le travail de liaison insuffisant de la part du B.P., ses informations retardataires ou superficielles aux groupes et régions sur les actions de la L.C. D'autre part, les groupes de base négligent l'information rapide et complète de leur action; la collaboration de groupes aux rubriques générales ou aux rubriques d'activité d'organisation, de la Vérité est raréfiée. La coordination du travail n'existe pas, en premier lieu par la faute du C.R. Il faut remédier à cela rapidement.

e) Le C.C. estime que l'initiative et l'activité générale doivent être appuyés sur une plus sûre éducation. Des cours de militants, envisageant les questions au point de vue de la lutte militante, doivent être mis sur pied. C'est la garantie d'une solide assimilation des positions politiques du marxisme. La publication de la Lutte de Classe et de brochures doit être poussée pour y aider.

f) Le travail dans les syndicats est tout à fait insuffisant. Or, ce travail est un des moyens essentiels de la liaison de notre petite organisation avec les masses. La commission syndicale doit multiplier son activité, suivre attentivement les divers camarades, susciter des initiatives, guider les groupes et les militants à travers l'action syndicale très complexe dans les circonstances présentes.

g) Le CC estime que l'application énergique et sans délai de ces mesures est la condition indispensable d'un nouveau développement de la Ligue. De nouvelles luttes, plus larges et plus dures que les précédentes, nous attendent. Si nous les affrontons avec l'appareil dispersé que nous possédons actuellement, ce sera la défaite.

h) Le recrutement doit délibérément s'orienter vers les travailleurs liées à la masse ouvrière. De nombreux éléments inactifs et dilletantes doivent seulement être groupés dans des groupes d'Amis de la Vérité, ou autres, mais ne peuvent pas devenir la base essentielle de l'organisation.

=====

RESTONS AVEC LES MASSES

Lorsque Lénine écrivit la brochure "La Catastrophe et les Moyens de la conjurer," nous étions en septembre 1917, donc dans une période non seulement pré-révolutionnaire, mais révolutionnaire, qui suivait son cours depuis des mois. Nous étions aux derniers échelons d'une série de phases qui furent nécessaires pour faire naître la révolution d'Octobre. Aussi, nous renvoyer à ce programme pour expliquer notre programme d'action d'aujourd'hui, démontre que le bureau politique est en avant des masses, trop en avant, je pense.

Poser la question: Fascisme ou dictature du prolétariat, est juste quand on la regarde comme point final. Mais exclure toute autre forme gouvernementale à l'heure actuelle, est utopique. Le fascisme ne s'instaurera pas en France par un coup de baguette magique. La bourgeoisie n'aura recours à lui que lorsqu'elle aura épuisé toutes les formes gouvernementale capables de "museler" démocratiquement le prolétariat.

La situation française n'est pas si catastrophique pour que tout retour vers un gouvernement de gauche soit exclu. Il suffit, à mon avis, que le danger de droite s'accroisse pour que les forces "républicaines" se dressent pour barrer, tout au moins momentanément, la route au fascisme.

La petite bourgeoisie française, qui croit dur comme fer à la révolution de 89, est ancrée au parlementarisme, elle a confiance dans le bulletin de vote. Certes, elle est foncièrement réactionnaire, mais avant tout, républicaine et prétend garder (pour un moment tout au moins) les avantages attachés à ce mot.

C'est pour cette raison que le fascisme ne trouvera pas un chemin tout fait -d'ailleurs il lui manque un chef - tout aussi peu que la dictature du prolétariat.

Il nous faut donc avoir un programme qui puisse être compris du premier point au dernier pour éclairer le prolétariat et l'amener à la victoire ainsi que pour neutraliser certaines couches. A l'heure actuelle le prolétariat est inoffensif vis-à-vis du fascisme et en recul sur le plan économique. Il faut qu'il prenne l'offensive sur les deux fronts. Avec un programme clair nous atteindrons ce but. A priori je ne suis pas contre le plan, mais contre sa forme. Il me semble qu'on a mis la charrue avant les boeufs. Donc pas moyen de labourer, ni même de défricher; ce qui veut dire qu'on ne peut récolter si on n'a pas semé. Commençons donc par défricher, par labourer, puis à semer et ensuite nous récolterons le fruit de notre labeur. C'est à dire: l'écrasement du gouvernement et de ses satellites d'une part, de l'autre la dictature du prolétariat.

P.S. Le plan devra être imagé de chiffres pour mieux pouvoir le commenter devant les ouvriers. Cela devra être fait par les commissions qui s'occupent des diverses branches. Je ne parle pas des paragraphes à supprimer; mon camarade Meunier le fait.

Gosset.

SUR LE PLAN

S'il n'est pas exclu de revoir un gouvernement de gauche à forme démocratique pendant une durée limitée remonter sur la scène politique, il est indéniable que dans la conjoncture actuelle les perspectives de la bourgeoisie sont tournées vers la forme brutale d'un gouvernement autoritaire - seul susceptible de pouvoir briser les velléités de lutte et d'indépendance du prolétariat. Il est donc parfaitement exact et légitime de dire que la question se résume en définitive par cette formule lapidaire: Dictature de la bourgeoisie et son corollaire: le fascisme, ou la dictature du prolétariat aidées des milices du Peuple. Baser nos propres perspectives sur une solution intermédiaire serait une erreur dangereuse et inconciliable avec le processus historique.

Comment entraîner le prolétariat vers la prise du pouvoir? ~~XX~~ Tel est le point d'interrogation que chaque parti ouvrier se pose aujourd'hui. Et chacun de dresser un programme qui sera le dynamisme d'une marche en avant sur le plan tactique.

Le programme d'un parti est une chose ~~tactique~~ - la tactique est une autre chose. Si nous concevons toute l'inquiétude que ressent l'ensemble de la classe ouvrière sur la situation actuelle et celle d'un avenir beaucoup plus trouble pour elle, il est certain que les solutions les plus justes pour dissiper cette inquiétude et qui projeterait un jour cru sur cet avenir avec les moyens les plus probants pour y remédier seront susceptibles de mettre en branle toute la couche la plus importante de la population de ce pays. Faire bouger la classe ouvrière et lui faire faire un pas en avant est dans la période actuelle d'une importance capitale. Un pas en avant c'est passer de la défensive sur le terrain de la lutte antifasciste à l'offensive sur le plan économique et politique. Et il est parfaitement plausible que cette offensive procède par bonds en brûlant certaines étapes par suite de l'acuité de la crise et d'une évolution politique que les événements et les scandales de ces derniers mois ont décuplé.

La tactique veut que nous puissions bloquer avec des organisations de masse sur des mots d'ordre dynamiques - tel la semaine de 40 heures et la nationalisation de certaines branches - banques - industries clé - services publics - chemins de fer. Si ce mot d'ordre était simplement lancé par nous, il faudrait le reléguer dans un programme que nous appellerons maximum, de notre parti. Ce n'est pas le cas. Nationaliser est aujourd'hui parfaitement compris d'une grosse masse, et la nationalisation par cela même se trouve incluse dans le programme d'autres partis. Il est possible que le P.S. voit la nationalisation se faire sans douleur en régime capitaliste. Disons, nous, que ce mot d'ordre ouvre le chemin à l'insurrection par la défense acharnée du capitalisme arrivé à son déclin.

Ce programme de revendications immédiates doit être le levier d'une lutte qui ne se terminera que par la prise du pouvoir. C'est pourquoi je ne vois pas un fossé séparant ce programme immédiat de ce qu'on appelle un programme historique. L'action ne s'arrête pas entre deux plans, mais la 2^o trouve sa place naturellement au cours du développement de la première partie.

C'est pourquoi aussi j'aurai voulu voir à la suite de ce premier plan -chiffré grosso modo - la preuve par cela-même de l'inefficacité de ces deux revendications forcées, sans pousser plus loin par étapes montantes, vers le changement de régime ^{par} lui-même et que ce programme maximum, le nôtre, est le seul à pouvoir réaliser une politique et une tactique justes.

En définitive, si je suis d'accord avec le fond même du programme présenté par le C.C., je suis en désaccord avec sa forme et sa présentation actuelle. D'autre part deux points de ce programme sont à supprimer purement et simplement.

Ce sont: réforme de l'Administration etc. (la S.G?)
licenciement des officiers, de la police etc... (la création
de milices du Peuple solides - résoudra le problème tout seul.)

=====

Meunier.

DISCUSSION SUR LES MOTS D'ORDRE ET LES TACHES AGRAIRES

Le projet, sur la question paysanne n'est pas satisfaisant à mon sens
Il ne répond pas à une question d'ordre fondamental, celle des grosses
entreprises du type capitaliste, et répond mal à la question du fer-
mage et du métayage.

Dans le problème agraire français il faut partir comme toujours
d'un point de vue historique général. En France, à la différence de la
Russie et d'un certain nombre d'autres pays, les tâches agraires bour-
geoises ont été réalisées. Et c'est pourquoi c'est à travers l'évolu-
tion même de la structure de la campagne depuis la Révolution qu'il faut
rechercher les tâches présentes. Le phénomène principal, c'est l'import-
ance toujours croissante que prend l'exploitation du type capitaliste
à la campagne. De plus, du fait de la crise, cette croissance devient
verticale, elle opère un bond qui tend à un nivellement presque complet.
La parcelle dont nos bourgeois se félicitaient, la logique même de leur
domination, tend à la faire disparaître. L'expression politique de ce
phénomène est un des côtés les plus importants de la crise de la "dé-
mocratie" française. Son expression, du point de vue social, est la cré-
ation d'un prolétariat agraire de plus en plus important. Il est clair
cependant que même si la crise se prolonge indéfiniment, la parcelle ne
disparaître pas complètement; et c'est pourquoi il faut répondre par un
mot d'ordre à la crise de la parcelle. Celui qui est proposé dans le pro-
jet est juste. Mais le projet ne répond pas au problème que pose l'exis-
tence de grand domaines du type capitaliste.

Notre réponse doit être à mon sens: coopération agricole (Kholkose)
A la différence de l'entreprise capitaliste industrielle pour laquelle
nationalisation, collectivisation, sont justes, devant l'entreprise du
type capitaliste agraire se pose la question de la forme de production;
et l'on peut dire que pour l'ensemble de l'économie cette forme de pro-
duction n'est pas assez avancée, assez industrialisée. La concentration
ouvrière est insuffisante pour la nationalisation. Pour employer une
comparaison: on est dans l'agriculture au stade de la manufacture, et
c'est pourquoi le mot d'ordre de coopération s'impose.

Pour ce qui est du fermage et du métayage, le projet est assez in-
cohérent. En effet, d'une part on prétend exproprier les grands terriens
et d'autre part on parle de révision des baux de fermage. Or, pour pas-
ser un bail il faudra un bailleur. Sera-ce l'Etat? Ou encore la collec-
tivité villageoise? Ce point mérite d'être précisé. Mais je crois que
ce n'est pas là la bonne manière de poser le problème. Pour le métaya-
ge on adopte l'abolition des contrats (ce qui implique l'attribution de
l'exploitation à celui qui la travaille). Quelles causes militent en fa-
veur d'une position différente pour le fermage? Pourquoi ne pas suppri-
mer les baux, c'est à dire concéder la propriété à l'actuel producteur?

L'ensemble de nos mots d'ordre paysans doivent être:
Pour la parcelle: ABOLITION DES DETTES ET DES HYPOTHEQUES
POUR LES grosses exploitations: COOPERATION OUVRIERE (Kholkose)
Pour le fermage et le métayage: BENEFICE DE L'EXPLOITATION A CELUI QUI
LA FAIT PRODUIRE.

=====

Elie K.

Sur le Chemin de Trotsky?

La situation internationale, au cours de ces derniers mois, a mis la bureaucratie soviétique et l'I.C. ainsi que la bourgeoisie devant de nouvelles obligations. Or, le point fondamental sur lequel nous pouvons juger la validité du courant Doriot "vers nous", c'est son orientation sur le plan international. Sur ce plan, il représente une position tellement stalinienne "Alliance de la France avec l'URSS" que les staliniens, ainsi précisés, rejettent comme trotskyste ce mot d'ordre, qui résume trop bien l'aboutissant de leur ligne politique. Doriot représente, sur la question fondamentale de la guerre, une position stalinienne-type, que les staliniens n'osent pas afficher ouvertement.

Nous y reveindrons. Lorsque Doriot se trouve sur le chemin de Trotsky, c'est sur le mot d'ordre de front unique. Or, en se référant à l'Hu-manité du 25.5.34, on voit que le C.C. est assez ~~x~~ habile pour proclamer que ce n'est pas là-dessus que la divergence porte: "Il est maintenant clair que le camarade Doriot n'était pas séparé du C.C. par la question de savoir s'il fallait ou s'il ne fallait pas s'adresser éventuellement aux dirigeants socialistes pour entraîner les ouvriers socialistes dans le front unique d'action. Le C.C., dans sa résolution de janvier, a admis parfaitement cette éventualité. Le cam. Gitton, dans son rapport de mars, a confirmé cette possibilité".

C'est en effet qu'une tendance ne peut valablement s'affirmer sur le seul mot d'ordre du front unique, qui, en lui-même, est creux si les objectifs et la destinée du front unique ne sont pas déterminés. Le front unique est une arme de la tactique, un compromis, imposé par la situation numérique et idéologique des divers partis ouvriers; il se recherche parce que le parti révolutionnaire ne peut pas faire seul l'insurrection. La question du front unique, pour les marxistes s'est posée à nouveau, seulement à cause ~~x~~ de la déviation stalinienne provoquée par le jeu de mot "Front unique des travailleurs sous la direction du P.C." et par la contradiction grotesque "Front unique par en bas".

Il faut bien comprendre que le Front Unique est une étape transitoire, tactique, insuffisante en elle-même, en un mot, démocratique, et qu'il doit renfermer, de notre part, un contenu de classe, qu'il doit être seulement le point de départ de mots d'ordre d'action progressifs, soutenus, se dépassant toujours eux-mêmes jusqu'à la mobilisation de la partie de la population ~~proletariat~~ (prolétariat, paysannerie, classes intermédiaires) suffisante pour l'insurrection armée.

Le front unique n'est pas un but. Les difficultés que soulève sa réalisation, dans l'obscurité forgée par dix ans de scholastique anti-marxiste du plus grand ombre, ne doivent pas nous faire oublier que sa réalisation posera, immédiatement après, toute notre responsabilité, comme maintenant, c'est à dire, avant même sa réalisation concrète: le comité d'alliance à l'échelle nationale.

Tout ceci pour bien faire comprendre que le mot d'ordre de front unique d'organisation à organisation, ne constitue pas par lui-même une position marxiste conséquente et qu'il peut être soutenu par n'importe quel droitier assez habile pour jouer démagogiquement d'un mot d'ordre démocratique.

Ne voyons-nous pas, à l'heure actuelle, les chefs socialistes se prononcer ouvertement pour le front unique? Cependant, nous ne pouvons nulle-

ment conclure de ce que ces chefs s'orientent vers la formation d'un parti révolutionnaire; or, c'est cela que nous affirmons à propos de DORIOT.

En dehors de sa position de front unique, quelle garantie avons-nous pour compter sur la résolution révolutionnaire du courant Doriot? Aucune pour l'instant. Au contraire. Un critère solide nous permet de caractériser ce courant comme étant, de par son origine, impuissant à évoluer de lui-même et, en fin de compte, pourvoyeur de nouvelles illusions, infiniment dangereuse pour la classe ouvrière de tous les pays: Le contenu de la position de St. Denis sur le plan international. Elle est exprimée dans la brochure "Pour l'Unité d'Action, au treizième point du programme: "Politique d'alliance avec l'URSS". Le mot d'ordre, volontairement trouble, d'"alliance" doit être assez clair pour nous.

En effet, ce mot d'ordre renferme deux contenus bien différents. Le fait de ne pas les exprimer au grand jour est la preuve qu'on ne veut pas orienter le prolétariat dans le sens véritablement révolutionnaire de ce mot d'ordre. Ou bien ce mot d'ordre tient compte de l'existence d'un prolétariat opposé à la bourgeoisie et, en même temps, doit être un pas en avant dans l'accentuation de cette irréductibilité d'une part et, de l'affirmation du prolétariat comme classe dominante, d'autre part; ou bien ce mot d'ordre vise à obscurcir la destinée propre du prolétariat en faisant prendre par la bourgeoisie française, dans le cas qui nous accupe, la défense du prolétariat russe.

Dans le premier cas il comporte par exemple, la clause du contrôle ouvrier, imposé par l'URSS à la bourgeoisie. Dans le deuxième cas il comporte par exemple, une clause par laquelle l'URSS s'interdit de recevoir les révolutionnaires chassés par cette bourgeoisie; il comporte l'alliance militaire d'un impérialisme avec l'URSS.

Le mot d'ordre juste aurait été, non pas alliance avec l'URSS, mais révision de toute la politique internationale de l'URSS. Doriot confirme cette politique internationale de l'URSS en s'en servant pour appuyer sa propre politique de front unique. "Je ne suis pas plus déshonoré de serrer la main aux chefs socialistes que Litvinov ne l'est de serrer celles des diplomates français" a dit Doriot à Corbeil. Et la présence dans le programme de Doriot, de mots d'ordre "progressifs" comme "semaine de 40 heures..." avant le mot d'ordre "Politique d'Alliance avec l'URSS", introduit, dans la classe ouvrière, la confusion entre les revendications propres et celles qui, étant donné le cours de la bureaucratie soviétique, ne sont plus qu'illusoires et servent l'ennemi de classe.

Il s'agit bien là du mot d'ordre stalinien fondamental, du mot d'ordre qui, au moment de la déclaration de guerre, permettra aux dirigeants de l'I.C. de jouer, d'une façon originale, le rôle des social-chauvins de 1914: Alliance de la France impérialiste avec l'URSS.

Cette position est si ouvertement contre-révolutionnaire que le C.C. malgré qu'elle soit l'aboutissant inévitable de sa ligne politique, ne peut supporter de la voir exprimer, de se voir ainsi mis au pied du mur et, profitant de ses divergences avec Doriot et de notre absence de fermeté vis-à-vis de celui-ci, le rejette comme étant notre propre position (Humanité du 25.5.34. article déjà cité): "Le programme (de Doriot) est complètement étranger à l'esprit du communisme. On y substitue, au mot d'ordre communiste "Défense active de l'URSS.", le mot d'ordre trotskyiste "politique d'alliance avec l'URSS".

Cette manœuvre du C.C., que notre attitude envers Doriot a rendu possible, est la confirmation de nos craintes vis à vis du courant représenté par Doriot, craintes que nous avons, avec plusieurs camarades, exprimées au cours de plusieurs discussions dans le groupe A. Ces craintes s'étaient faites jour lorsque nous nous étions aperçus de la lenteur

que l'I.C. apportait à l'exclusion de Doriot.

Cette lenteur ne trouve son explication que dans les considérations qui font l'objet de cet article. Les loisirs que l'I.C. a laissés à Doriot dans le travail considérable qu'il a mené n'ont pas d'autres causes.

+ + +

Nous pensons, contrairement à l'opinion de la plupart des camarades de la Ligue, que la tendance Doriot est un danger nouveau pour la classe ouvrière, à moins que, rompant avec notre passivité de ces dernières semaines, nous ne proclamions hautement ce qui nous différencie d'elle. Nous devons dire, non pas Doriot sur le chemin de Trotsky", mais dire et démontrer que le chemin de Trotsky est autre.

Nous devons dire: "Le pas en-dehors de l'I.C. que vous avez fait, camarades de St. Denis, ne vous situe en rien sur le terrain marxiste; il est la séparation d'avec l'obscure stalinisme; mais maintenant, puisque vous développez le mot d'ordre de front unique, vous devez le nourrir d'un point de vue conséquent, et, par là, rompre avec l'I.C., avec Amsterdam, avec la politique de diplomatie collaborationniste de l'URSS diplomatie vantée par toutes les sections de l'I.C.

Faites l'expérience du front unique à côté du parti socialiste, mais si vous voulez qu'il ne soit pas le bénéficiaire et se joue de la classe ouvrière, prenez position fermement, entièrement. La Ligue Communiste a avancé depuis longtemps ce mot d'ordre de front unique, que vous préconisez parceque ce mot d'ordre se trouve sur le chemin de la tactique léniniste, qu'elle n'a jamais abandonnée.

Pour vous il y a donc deux voies: celle de l'internationalisme prolétarien qui est la nôtre, celle de la classe ouvrière; ou bien l'isolement le plus favorable à la bourgeoisie".

Cette question se rattache étroitement à celle de notre programme qui reste entière.

Iegrand - Caminade.

=====
L a V i e D e L a L i g u e

I. Voeu de la Région Parisienne.

L'assemblée générale de la R.P., réunie le 18 mai 1934, exprime le voeu que la vie politique de la Ligue soit pratiquement orientée dans le sens du travail local et qu'elle soit d'une façon générale, transposée dans les groupes.

Qu'en conséquence il n'y ait qu'une assemblée générale par mois.

Elle estime que celle-ci devra être sérieusement préparée, tant du point de vue politique que du point de vue organisationnel. - Les groupes devront être informés ~~à l'avance~~ suffisamment à l'avance d'un ordre du jour précis et détaillé pour pouvoir le soumettre à leur discussion.

Chaque Assemblée Générale pourra ainsi constituer le couronnement des discussions qui l'auront précédée à l'intérieur des divers groupes.

Cette évolution organisationnelle n'est possible évidemment qu'à condition de ne jamais convoquer une Assemblée générale le jour où se réunissent les groupes.

II. Sur l'activité syndicale.

Motion du groupe du 19/20° arrmt.

Le groupe du 20° constate qu'à l'échelle nationale un certain nombre de camarades de la Ligue ont entrepris un travail syndical assez actif; (cheminots du Blanc, fraction dans la CGT, syndicat de l'Enseignement, etc) mais que ces camarades ne se trouvent pas secondés par l'ensemble de la

Ligue et qu'aucun organisme approprié ne centralise en fait cette activité éparpillée.

Il demande: 1° que tous les camarades s'attèlent au travail syndical; 2° que la commission administrative, inexistante jusqu'à maintenant, assure une liaison entre les militants syndicaux, centralise les documents utiles et se tienne au courant du mouvement; jette les bases d'un programme détaillé en vue de la propagande pour l'unité syndicale.

=====

L e t t r e d u c a m. D o u d a i n

Le camarade ~~.....~~, qui appartenait au groupe de l'Union Communiste, a été réintégré dans la Ligue. Nous publions ci-dessous sa lettre. Nous espérons que tous les meilleurs éléments de l'UCU, qui ont été incapables de développer une politique indépendante, suivront son chemin.

Cannes, le 10 mai 34

Au Secrétariat de la Ligue Communiste.

Camarades,

Je profiterai de ma présence à la conférence régionale, dimanche 13 mai, pour faire officiellement ma demande de réintégration dans la Ligue, appuyée de la déclaration suivante:

Je veux me borner à exposer brièvement les raisons de cette demande de réintégration, des explications complémentaires étant fournies par ma lettre de démission motivée de l'Union Communiste (texte ci-joint).

1° Depuis octobre 1933, la situation politique en France a évolué à un rythme accéléré:

A) le danger fasciste croît rapidement; on peut déjà parler de son imminence et mesurer le temps précédant de véritables tentatives fascistes de s'emparer du pouvoir, en mois.

B) le nouveau flux du mouvement ouvrier, ayant son point de départ avec le 12/2, crée une situation favorable pour la naissance d'un Parti bolchévik-léniniste, apte à entraîner les masses dans la lutte contre le fascisme et pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

2°) Il faut rejeter rapidement toutes les questions de forme, empêchant le rassemblement de tous les Bol.- Lén. dans une seule organisation ayant la tâche immédiate de créer le Parti Bolchévik-léniniste français.

A) Tout doit être fait pour réaliser la fusion de toutes les organisations ou groupes se réclamant des quatre premiers congrès de l'I.C. et ayant assimilé l'expérience stalinienne ultérieure (Chine, Espagne, Allemagne.)

B) Si la fusion est impossible, la rentrée individuelle dans la Ligue s'impose, sans conditions de la part des camarades qui veulent être réintégrés.

3°) Il ne peut être question d'une capitulation politique ou d'une reconnaissance d'erreurs; il faut maintenant créer partout des Partis Bolchéviks-léninistes animant une 4° Internationale.

Pour cette tâche, je demande à être réintégré dans la Ligue Communiste; je déclare me soumettre entièrement à sa discipline, donc aussi à tous ses organismes dirigeants.

Les camarades, seulement décidés à rester sur leurs positions

peuvent le faire; ainsi ils marqueront le pas. Je pense au contraire qu'il faut essayer non plus seulement de faire des pas en avant, mais de courir dans la voie du nouveau Parti et de la 4^e Internationale.

Salutations communistes, M. L. D. n.

=====

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE
sur l'administration de la Vérité (4 juin 34.)

Le B.P. constate:

1) Ni les discussions du conseil national, ni les décisions récentes du C.C. n'ont été appliquées en ce qui concerne l'administration générale de la Vérité. La responsabilité en incombe entièrement à la commission d'administration et au responsable du B.P. à cette commission. En conséquence, le B.P., après examen de la situation, déclare:

2) L'administration de la Vérité doit être remise sur pied selon un plan réalisable. Les membres de la Com. d'adm. seront tenus responsables de la réalisation de ce plan au même titre que la rédaction.

Il est actuellement indispensable d'organiser les services suivants:

a) un règlement régulier, quotidien des abonnements, réabonnements, changements d'adresses, envois de commandes, etc...

b) une application constante des initiatives, nécessités du développement politique (envois à des possibles, bouillons à de nouveaux membres, prospection par circulaires, repêchage des anciens abonnés, d'autres journaux (Travailleurs), échanges, envois lors de meetings, congrès, etc...)

c) un service de manipulation - transport de l'imprimerie au local, vente au numéro, etc.

d) un service de publicité.

3) Chaque semaine un compte-rendu précis chiffré, devra être fait dans le journal, soulignant les progrès et les faiblesses. Les comptes financiers du journal devront être remis au B.P., tapé en plusieurs exemplaires chaque mois, pour être publiés dans le Bul. intérieur.

4) Etant donné qu'il n'y a plus d'édition spéciale du Nord, l'envoi de tous les abonnements, sans exception, devra être fait par Paris.

5) La commission d'administration sera composée des camarades: Janin, Daval, Meiche, Hortense, Van, sous la direction du cam. Frank.

Au Bureau Politique de la Ligue.

Les camarades Denise et ~~...~~ rappellent les décisions du C.C. du 13 mai, concernant l'administration du journal: "Le C.C. exige un fonctionnement régulier de la Commission d'administration, des compte-rendus financiers chaque mois" etc. et constatent une fois de plus, que les décisions de la C.C. sont demeurées lettre morte.

D'autre part, le travail de l'administration se répartit de la façon suivante:

1) le cam. Frank reçoit l'argent, les demandes d'abonnement, de réabonnement et doit faire supprimer les abonnements non renouvelés.

2) Les camarades Denise et ~~...~~ font le travail pratique: fiches de d'abonnement et de réabonnement, réclamations des abonnements échus, et dressent la liste des abonnements à supprimer.

Les camarades Denise et ~~...~~ déclarent:

1) qu'elles ont réclamé à plusieurs reprises la réunion de la commission d'administration, réclamation à laquelle aucune suite n'a été donnée;

2) que depuis le 15 avril au plus tard, le cam. Frank ne leur a commu-

niqué ni les abonnements nouveaux, ni les réabonnements.

D'où:

- a) les fiches d'abonnement et de réabonnement ne sont pas à jour depuis le 15 avril
- b) de nouveaux abonnés réclament parcequ'ils ne reçoivent pas le journal et aucun contrôle n'est possible faute de fiches d'abonnement;
- c) les réabonnements ont été régulièrement réclamés jusqu'au 1^o juin mais faute de savoir s'ils ont été payés, il a été impossible de supprimer aucun abonnement échu et non payé depuis le 29 mars.
- d) les camarades, ne se décidant, dans la majorité des cas, à payer leur réabonnement qu'après suppression du journal, les rentrées d'argent diminuent

Les cam. Denise et constatent donc:
que l'administration est actuellement dans le plus complet désordre et que pratiquement elle n'existe plus;

et elles déclarent:

que malgré leurs efforts et leurs réclamations, il leur a été impossible dans ces conditions, de maintenir de l'ordre et un travail régulier dans l'administration;

qu'elles considèrent que l'absence de local n'est pas une excuse et qu'il est toujours possible de transmettre une liste des abonnements et réabonnements reçus aux camarades chargés du travail pratique;

et que dans ces conditions, elles décident de donner leur démission de la commission d'administration.

Elles demandent en outre l'insertion de leur lettre dans le bulletin intérieur.

29 mai 1934

1934 - 1935

=====

Des mesures ont été prises pour assurer un meilleur fonctionnement de l'administration, dans le sens indiqué par la résolution ci-dessus du B.P.